ment la situation. Seuls les Pangermanistes n'ont point voulu faire trêve (V. p. 137) ; mais pendant quelques jours les deux tiers au moins des Allemands de Cisleithanie ont oublié leurs divisions pour témoigner dans un même élan avec les Slaves leur dévouement à l'empereur. Ces sentiments subsisteront aussi longtemps que leurs raisons d'être. L'Autriche est une patrie pour l'Allemand de Cisleithanie aussi bien que la Belgique ou la Suisse pour l'habitant de Bruxelles ou de Genève. Si l'on proposait à l'un ou à l'autre de se laisser annexer par la France, sous prétexte qu'il parle français, il refuserait avec indignation. Le cas de l'Allemand de Cisleithanie est le même. La similitude des langues n'est qu'une illusion, au fond assez grossière. Ce qui fait la patrie dans le droit moderne, c'est la volonté des peuples de vivre en commun. Or, tous les peuples cisleithans, germains ou slaves, ont des intérêts durables, générateurs permanents de cette volonté. La parole de Schiller reste donc vraie : « L'Autrichien a une patrie, il l'aime, et, à cela, il a de bonnes raisons. »

§ 3. — Si les peuples de Cisleithanie ne peuvent subsister qu'à la condition de rester unis, l'existence des Habsbourg, en tant que maison régnante, est de même étroitement subordonnée à celle de l'Autriche. Cette existence, seul le Pangermanisme la menace. S'il triomphait, le monarque autrichien serait réduit devant l'empereur allemand au rôle de vassal d'un roi de Saxe ou d'un roi de Bavière. Pour que François-Joseph ou son successeur se laissât amener à un tel état de déchéance, il lui faudrait méconnaître tous les enseignements de l'histoire.

Depuis des siècles, les Hohenzollern sont les rivaux des Habsbourg. Ceux-ci, jusqu'au congrès de Vienne, ont réussi à maintenir une écrasante suprématie sur les descendants ambitieux de l'électeur de Brandebourg. Après 1815 l'Autriche n'a pu que faire obstacle aux sourdes ambitions de